

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

1^{er} FÉVRIER AU 14 FÉVRIER 1979

9^e ANNÉE — N° 286 — 4,00 F

CONTRE

LA VIE CHÈRE :

la violence ?



LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

La violence encore une fois à la « Une ». Révolte légitime contre la vie chère ou tentation nihiliste? (Editorial). Il est vrai que le cynisme de la politique sociale du professeur Barre nous pousse à croire que rien ne changera dans ce meilleur des mondes (article de Paul Maison-blanche en Nation française). Faut-il pour autant désespérer de l'avenir? Le monde futur sera-t-il aux mains des apprentis-sorciers de la génétique qui travaillent à fabriquer un homme-objet (article de H. Bocquillon en page Lire), ou bien saurons-nous recréer à temps des relais au pouvoir pour rendre vie aux régions menacées par la crise démographique et l'emprise des multinationales (Michel Touron page Lire), ou laisserons-nous enfin construire cette Europe supranationale (article d'Arnaud Fabre)? Mais notre volonté décentralisatrice rencontre déjà un large écho au sein du courant autogestionnaire (reportage « NAR Saint-Etienne »). Toutefois, ce projet, loin de tomber dans la tentation passéiste d'une croissance Zéro (voir les pages centrales), tend au contraire à réconcilier progrès, homme et nature.

C'est pourquoi la Monarchie française, sans se référer à des modèles étrangers (article de Yvan Aumont sur l'Iran) mais en reprenant la tradition du service rendu de la Royauté féodale (idées de Gérard Leclerc) pourra servir de ferment à une véritable réconciliation populaire.

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris.
Téléphone : 297-42-57.

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris.

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

vieillesse :

la pauvreté absolue

La page « Idées » du Monde, de plus en plus passionnante en ce moment, nous offrait le 18 janvier une amère méditation sur la vieillesse. Un directeur de maison de retraite Marc Losson y livrait son atroce expérience : Je voudrais tout d'abord parler de la politique d'humanisation : les déclarations officielles, les investissements sociaux entrepris ont tendance à éclipser la réalité. L'hospice existe toujours en France, même avec ses boxes de plâtre, avec le rotin et le tricot, même quand il change d'étiquette pour devenir une maison de cure médicale, sortie de la corbeille, sans imagination, de la technocratie gérontologique. L'hospice demeure ce qu'il est, de par sa nature même, un camp de vieux, un camp de la mort à petit feu, le camp de la concentration de la vieillesse.

Il y a rassemblement, entassement démentiel de vies, comme dans tous les camps. Rassemblement insupportable dans l'attente d'une évacuation définitive au compte-gouttes. Directeur-animateur d'une structure d'hébergement de petite dimension (80 lits j'ai tenté en vain de donner une âme (animer) à une maison-ghetto. Seule l'ivresse de l'activisme « animatif » permet de subsister, de faire semblant... Or, il faut noter que toutes les grandes villes de France

construisent des établissements pour « semi-valides » de 100 à 140 lits, que les petites communes s'équipent en structures d'hébergement tout aussi ségrégatives : la prolifération inquiétante des foyers-logements en est une illustration.

Face à cette situation, les familles des vieux ainsi encasernées répondent qu'elles ne peuvent faire autrement. Exact répond Losson, mais il ne peut s'empêcher de constater ceci :

La maison de retraite, tout comme l'hospice, est un choix imposé aux vieilles personnes, choix dont l'efficacité économique n'est plus à démontrer, un choix de plus en plus généralisé au niveau des comportements des ménages français, qui

ont préféré, à titre d'exemple, des mètres carrés d'habitation réservés à la voiture automobile plutôt que de consacrer quelques mètres carrés de logement pour une chambre à un vieux parent. C'est un choix de société...

Poussant encore plus loin l'analyse, son voisin de colonne Michel Caloni explique que le refus permanent du risque nous amène à être incapables de remplir le plus élémentaire des devoirs filiaux :

Pour éliminer le risque, pour obtenir la sécurité, on demande à l'Etat-providence de devenir un Etat-nounou, un Etat-protec-

teur, un Etat assurances-tous-risques. Pour répondre à cette demande, l'Etat-nounou nous prend en charge : il nous surveille, nous gronde, nous punit, nous soigne, nous protège contre les autres (en théorie) et contre nous-mêmes, nous nourrit même en cas de besoin...

Il fait de nous des assistés sociaux, et ce à notre demande, tels des majeurs incapables mis sous curatelle, pour ne pas dire des mineurs mis sous tutelle. A refuser le risque, nous sommes devenus démissionnaires de notre propre conduite de vie de nos responsabilités...

Sommes-nous tous devenus vieux? A mon avis, oui, et bien au-delà de ce que les démographes nous enseignent.

Dans cette perspective, l'asile de vieux est le miroir le plus fidèle et le plus impitoyable de notre société nihiliste. Marc Losson conclut :

Attention, un adulte actif d'aujourd'hui deviendra peut-être aussi un jour une vieille personne, il subira la même mise à l'écart. Puisse-t-il, pendant ses loisirs d'actif, visiter quelques maisons de retraite pour savoir où son bateau de vie ira s'échouer inexorablement.

On comprend mieux maintenant pourquoi le Comte de Paris a choisi de créer la Fondation Condé pour tenter d'adoucir la fin de vie de ces nouveaux chiens perdus sans collier que sont les vieux : ils ne manifestent pas, ne font pas grève, ne posent pas de bombes; on peut donc les fouler au pied sans complexe. Ils sont les pauvres absolus d'une société sans âme.

Jacques BLANGY

3 mois : 10 f

Dans le cadre d'une vaste campagne de promotion pour étendre notre public d'abonnés, nous vous proposons jusqu'au 31 mars 1979 un abonnement de trois mois à Royaliste au prix exceptionnel de 10 F. Pour bénéficier de cette offre, il vous suffit de remplir et renvoyer le bulletin ci-contre, accompagné de son règlement.

offre exceptionnelle

Si vous souhaitez bénéficier d'un abonnement de 3 mois à Royaliste au prix exceptionnel de 10 F, remplissez le bulletin ci-dessous.

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Profession :

Adresse :

.....

.....

désire être abonné à Royaliste pour 3 mois, sans engagement de ma part, et verse 10 F.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS, C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N PARIS.

p.s.u. :

enterrement ou résurrection ?

Les 12, 13 et 14 janvier, le 11^e Congrès national du PSU s'est déroulé à la bourse du travail de Saint-Etienne. Des militants de la NAR (section de Saint-Etienne) sont allés à la rencontre de ces révolutionnaires dont on a souvent dit qu'ils étaient proches de nous.

Parti il y a quatre ans, avec de nombreux militants mais surtout avec les intellectuels du mouvement, Rocard, le « *carriériste technocrate* », a brisé l'élan « *post 68* » du PSU et l'a laissé exsangue et désorienté. Pourtant, il a fallu survivre et le dévoué Michel Mousel, secrétaire national, entouré d'un petit noyau de fidèles camarades, a tenté de « *maintenir la tête du PSU hors de l'eau* ». « *Si le parti existe encore*, nous a confié un militant, *c'est grâce à Michel Mousel et à nos luttes sectorielles* » (le nucléaire, les femmes, l'autonomisme). Huguette Bouchardeau bénéficie de la reconnaissance du parti par son action, au sein des « *groupes Femmes* » qui a contribué au sauvetage du PSU : elle succède depuis ce congrès à Pierre Mousel et semble incarner le dernier espoir.

Le PSU n'a pas su choisir entre l'union de la gauche et sa propre politique. Il n'a pas signé le programme commun mais désire la victoire de la gauche traditionnelle tremplin éventuel pour ses idées autogestionnaires. L'absence de ligne stratégique définie ayant engendré une tactique opportuniste, les divisions internes se sont radicalisées et ont fini de mettre à genoux le parti.

Sans ligne politique cohérente, coincé entre la gauche traditionnelle et l'extrême-gauche, le PSU cherche encore son identité et se replie sur lui-même : commissions et réunions internes se succèdent pour essayer de dégager une ligne commune, une synthèse entre les tendances diverses. Laissons à la presse de droite, la jubilation de comptabiliser les dissensions internes et la joie de jouer les fossoyeurs de partis...

Mais, face à cette confusion, il n'est pas étonnant d'apprendre que les militants PSU découragés s'en vont soit vers les petits mouvements marginaux, spécialisés dans des combats plus concrets (mouvement pour une alternative non violente, écologie...), soit vers le sécurisant parti communiste.

Idéologiquement, cette attirance vers le parti communiste reste logique. En effet, le programme autogestionnaire du PSU 1978 ne représente qu'un exposé du dogme marxiste assaisonné de quelques thèmes soixantehuitards. Quel contraste entre ce manuel rassurant où toutes les étapes de la prise du pouvoir sont décrites, où les contradictions du capitalisme bourgeois ne peuvent que s'exacerber jusqu'à la révolution libératrice et l'état actuel du PSU ! Le Parti, empêtré dans son marxisme dogmatique et dans ses tentatives de définition de l'autogestion socialiste n'a pas su unifier les sensibilités diverses issues de mai 68. Les luttes sectorielles n'ont servi qu'à faire survivre le PSU sans pour autant permettre de trouver la solution de ses contradictions. S'il ne veut pas connaître de nouveaux Rocard, le parti socialiste « *unifié* » devra choisir le dogme marxiste ou la sensibilité libertaire ; le débat Marx-Bakounine n'est toujours pas fini...

DES ROYALISTES AU PSU ?

Ce diagnostic peut paraître sévère mais c'est l'exact reflet de l'auto-critique des militants PSU avec lesquels nous avons discuté.

Apprenant que nous étions royalistes, un militant PSU a bien failli nous embrasser tant il était



heureux de nous rencontrer ! Il organisa aussitôt un dialogue avec d'autres congressistes auquel nous aurions très bien pu ne pas participer car il se chargea de défendre notre cause et d'aplanir les difficultés de communication en expliquant à ses camarades, entre autres choses, qu'il suffisait de remplacer le mot « *Roi* » par

« *exécutif héréditaire* » ! De la confrontation, l'« *unité populaire* » n'a pas pu être franchement dégagée, mais nous avons saisi qu'une sensibilité commune pouvait nous rapprocher car, nous aussi, nous cherchons à « *vivre, produire et travailler autrement...* »

Section NAR Saint-Etienne

Barre et le chômage

Extrait de l'oraison funèbre prononcée le 18 octobre 1991 par Henri Giscard d'Estaing, président de la République depuis le 29 mai 1988 sur la tombe du meilleur économiste français.

Parmi ses nombreuses qualités humaines et politiques, Raymond Barre avait avant tout le souci des humbles. Lorsque les nécessités du redéploiement le contraignirent à supprimer à la fin de 1978 quarante mille emplois dans la sidérurgie, il mit tout de suite en place un plan éclair de création d'industries qui devait permettre d'en recaser un quart d'entre eux dans les sept années suivantes. Ce plan qui a connu quelques retards dus à l'esprit peu constructif des syndicats est d'ores et déjà réalisé à 62 %.

Lorsque Pechiney-Ugine-Kuhlmann transféra, en 1982, 64 000 emplois en Corée du Sud, au Gabon et en Bolivie parce que les salaires étaient trop élevés en France, Raymond Barre désigna la meilleure diététicienne de France pour diriger les agences de distribution de repas populaires aux travailleurs ainsi frappés. En assurant aux plus gros d'entre eux une ration quotidienne de 1 600 calories, il les sauva de l'infarctus. Et il recasa les 2 228

plus maigres dans l'industrie des incinérateurs de fœtus qui se développa entre 1980 et 1985 de façon spectaculaire par suite d'un recours accru et inexplicable des familles de chômeurs à l'interruption volontaire de grossesse.

Lorsque Citroën ferma ses portes, en 1989, parce que Chrysler se réservait désormais le monopole de la commercialisation des brevets à haute technologie de l'automobile, Raymond Barre fut ému par le sort des 81 000 licenciés. Il obligea les anciens employés de Pechiney à partager leur pain en toute convivialité avec eux. Et il nationalisa l'industrie française des revolvers pour suicidés en pleine expansion pour recaser 814 travailleurs. Mal lui en prit. Une main criminelle au prix du détournement de ces outils de leur fonction naturelle vient de l'abattre. Et la France pleure le plus humain et le plus efficace de ses chefs.

Paul MAISONBLANCHE



la chute d'un empire.

Ainsi le shah est tombé. Malgré le soutien de toutes les grandes puissances du monde. Malgré la répression militaire contre les manifestants. Le shah : ami de Carter, de Hua Kuo Feng, des modérés et des progressistes. Mais le shah ennemi de son peuple.

Alors, c'est une défaite pour nous royalistes? Il faut être clair sur ce point : nous n'avons pas à être les laudateurs de toutes les « monarchies » parce que nous sommes royalistes. Comme d'autres ont fermé les yeux sur l'URSS parce qu'ils étaient communistes.

Oui, le régime du shah était détestable. Avec sa corruption, ses inégalités scandaleuses, sa SAVAK, la répression systématique contre tout ce qui bouge ou parle. Et on comprend qu'après trente-huit années de ce régime, l'armée n'ait plus suffi à mater la révolution. Trente-huit années pendant lesquelles le shah a mené l'Iran comme une entreprise industrielle — selon le modèle occidental — voulant forcer l'histoire, négligeant l'identité propre du pays, les traditions spécifiques du peuple iranien. De plus, son mépris affiché pour l'Islam dans un pays qui vit au rythme du Coran a donné au shah l'image d'un souverain étranger, imposé par l'Occident, et qui n'a jamais su se greffer au pays. Un monarque technocrate à l'occidentale. Et c'est bien l'importation de ce modèle totalement étranger au pays qui a provoqué sa chute.

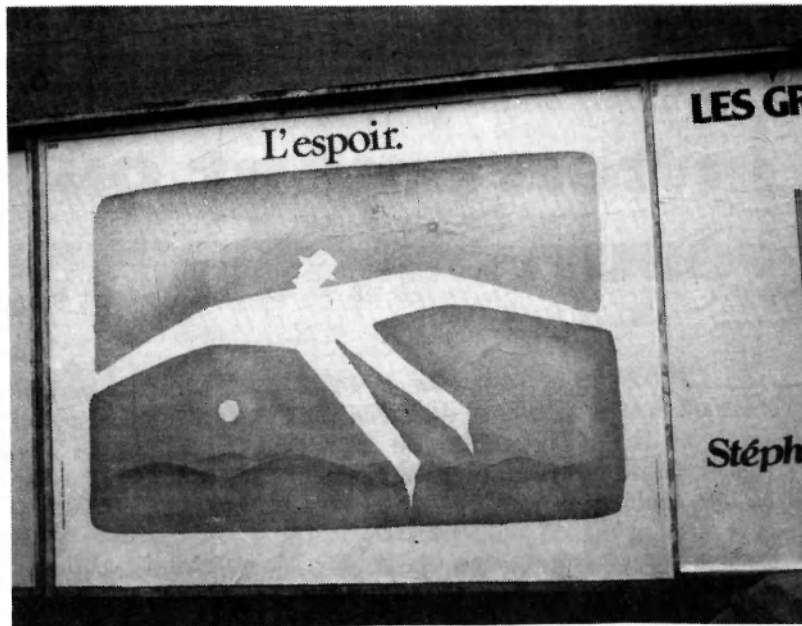
Arrivé au pouvoir en 1941, en pleine guerre, dans un pays totalement occupé par deux puissances étrangères — l'URSS au

Nord, la Grande-Bretagne au Sud — le shah avait su, habilement, se servir de l'amitié de Roosevelt et de la puissance des Etats-Unis pour libérer son pays des occupants étrangers. Mais, fasciné par le modèle américain, il a été incapable de se libérer de l'emprise de son puissant allié. Bien au contraire, après l'intermède Mossadegh, il ne revient au pouvoir que grâce à l'appui de la CIA perdant par là même toute la légitimité qu'il avait pu acquérir en libérant son pays des occupants étrangers.

Un régime ne peut durer que s'il bénéficie d'une légitimité historique et d'un consensus populaire. Mis au pouvoir par la CIA, le shah n'avait plus aucune légitimité historique. En menant une politique intérieure sur un modèle étranger, sans tenir aucun compte de la personnalité propre à son peuple, il ne pouvait pas avoir non plus l'assentiment populaire. En chassant le shah, le peuple iranien n'a fait que sanctionner cette double absence de légitimité.

Y.A.

ATTENTION :
Notez notre nouveau numéro de téléphone :
297.42.57



propagande européenne

A six mois des élections européennes, le temps des coups fourrés libéraux avancés est venu. L'affaire de l'affiche européenne de Folon n'est qu'un début.

Toujours aussi franc qu'un derrière de mule, le tandem Barre-Giscard! Au cours de la dernière session parlementaire, la coalition des députés communistes et RPR avait fait adopter par l'Assemblée nationale un texte interdisant le financement de toute propagande européenne par les institutions du Marché commun. Giscard et Barre n'ont rien objecté. Ils sont trop démocrates pour cela. Ils se sont contentés de faire suffisamment trainer les choses pour que le Sénat n'ait pas le temps de se prononcer sur ce texte avant la fin de la session. De la sorte, il n'a pas force de loi... jusqu'à la prochaine session qui aura lieu alors que la campagne européenne sera bien avancée.

Moyennant quoi, les murs de nos villes, et même les couloirs du métro parisien commencent à s'orner d'affiches géantes représentant un bel oiseau dessiné par Folon (non, non, pas un corbeau!) avec ces simples mots : l'espoir. Ce n'est qu'un début : les prochaines affiches à financement CEE expliqueront que l'espoir c'est le grand marché de deux cents millions d'habitants, l'intégration monétaire, la confédération européenne, etc., etc. Autrement dit les partisans de la mise entre parenthèses de la France

peuvent en toute impunité violer la volonté d'un Parlement qui est en théorie — et pour combien de temps? — souverain.

Juridiquement, il y avait un moyen très simple de donner à celui-ci l'occasion de confirmer sa volonté : il suffirait de le convoquer en session extraordinaire et de soumettre le texte au Sénat. A supposer que celui-ci le rejette, le dernier mot reviendrait de toute façon à l'Assemblée. C'est ce que demandent les députés communistes. Mais apparemment, la préparation du troisième millénaire et le dégraisage de l'économie française n'ont pas laissé assez de loisir à MM. Giscard et Barre pour examiner cette requête. Quant à M. Chirac, qui avait cru mettre en échec le chef de l'Etat, le voici une fois de plus réduit à l'impuissance. Et comme son mouvement est divisé et à la dérive, il ne peut sérieusement envisager une escalade des hostilités et se lancer dans une épreuve de force avec le chef de l'Etat. Voici un beau sujet d'affiche pour Folon : le président du RPR suivant le cercueil de l'industrie et de l'agriculture française avec ce simple mot : cocu.

A.F.

le mal judiciaire



Que le Garde des Sceaux soit obligé de mobiliser six jours durant les colonnes du « Monde » pour justifier la justice dans ses buts et dans son fonctionnement, montre clairement déjà les limites de celle-ci. N'existant que pour le bonheur des hommes, elle est quand même remise en question ou tout au moins n'est plus acceptée en tant que telle par ceux qui y ont recours ou qui ont la charge de l'assurer.

Mais le bilan honnête et les propositions de réforme, audacieuses pour certaines, ne viendront pas dissiper durablement ce « mal judiciaire » pour lequel, dans dix ans, son successeur refera la même démarche.

C'est l'idée de justice qui est atteinte et toutes nos querelles présentes ne sont que variations sur ce même thème. « Et si le mal, dont la justice est atteinte, était avant tout celui que lui infligent depuis des années les faiseurs de système animés par la passion partisane ou poussés par la mode ? » (10/1). En écrivant cela, le Garde des Sceaux attaque celle qu'il tentait de défendre. Car la justice appartient bel et bien à un système, celui qui assure la prééminence de l'Etat. Et derrière ce système,

il y a un régime social qui se reproduit.

L'ESPACE JUDICIAIRE

Conscience ou âme de la justice, le droit en est la traduction obligée. Tellement premier, l'Etat dispose d'un droit propre, dérogatoire au droit commun : le droit public. Tellement premier encore, l'Etat refuse d'être jugé par les tribunaux ordinaires des citoyens. Dans le droit privé, l'Etat a aussi imposé sa présence grâce à l'effacement total de la coutume comme source du droit et grâce à la « nationalisation » du droit privé réalisée par le code civil. Entre le demandeur et le défendeur apparaît désormais dans chaque litige une troisième personne : l'Etat qui, de

plus en plus, substitue à l'ordre public de protection un ordre public de direction. C'est-à-dire qu'au lieu de fournir aux particuliers les services d'une organisation judiciaire, il impose des normes nouvelles pour faire respecter ses intérêts. La solution d'un litige passe par l'approbation étatique : c'est l'exigence et l'existence de la légalité.

Faut-il se scandaliser que l'Etat se soit enfermé dans un droit particulier puis ait annexé le droit privé ? Non, mais il faut le constater pour mieux être à même de juger les réformes proposées. On me rétorquera que si l'origine de la règle de droit est étatique, celui-ci n'agit que par rapport à l'opinion populaire. C'est méconnaître d'abord que l'Etat peut refuser de se soumettre aux pressions des citoyens, ensuite que le but de l'organisation judiciaire est d'ordonner les rapports des citoyens, de créer un certain ordre dont l'Etat est partie prenante, enfin que si réellement existait encore un droit coutumier, ou si l'initiative de la règle de droit appartenait aux citoyens, nous n'aurions qu'une anarchie de règles telle qu'en présentait l'Ancien Régime.

« Elle (la justice) doit se rendre compte que le souverain, c'est le peuple » (13/10). Or, en France, c'est le droit qui fait le citoyen, à l'inverse par exemple de l'Allemagne. Et le Garde des Sceaux, parlant des magistrats et des avocats, écrit d'ailleurs : « tant d'individualités (...) tournées vers la seule cause du respect du droit, c'est-à-dire du respect de l'homme » (10/1). Plus loin encore : « le respect dû à la loi, seul respect auquel soit, chez nous, soumis le citoyen s'il veut rester libre » (12/1). Autrement dit, nous sommes un peuple constitutionnel, nous ne pouvons exister qu'au sein d'un Etat protecteur.

QUELLE INDEPENDANCE ?

La justice ne peut donc être que grave et pesante, ce que reconnaît le Garde des Sceaux : « On ne réorganise pas précipitamment une institution qui peut disposer de la liberté de l'homme ou de l'intérêt des citoyens » (13/1). L'institution est donc prise entre deux feux : d'une part régler au mieux les

rapports des citoyens, de l'autre ménager l'intérêt général de l'Etat. En clair, un terme doit être mis à la révolte humaine et à sa tendance à « l'anarchie ». Car tout pouvoir déborde nécessairement.

Comment, en ayant tout cela à l'esprit, peut-on parler de la magistrature notamment en terme « d'indépendance solidement garantie par des lois rigoureuses » ? (13/1). Il n'y a pas d'indépendance de la magistrature et il n'y en aura jamais. Elle ne peut avoir prise en France à cause de la théorie de l'Etat. Et le plus grave c'est qu'on le sait. Pourquoi avoir honte d'avouer une dépendance ? Certes cette dépendance doit être précisée. Car l'Etat et ses représentants légaux n'ont ni le temps, ni l'intérêt, de suivre toutes les affaires, de même qu'ils n'ont ni à leur botte ni à leur dévotion la magistrature ou quelques attitrés. La probité et le dévouement des magistrats, décrits par le Garde des Sceaux est, je le pense, le reflet de la vérité. Pourquoi mettrait-on systématiquement en doute sa bonne foi ? Mais la dépendance, pour n'exister pas à l'état permanent, n'en est pas moins virtuelle. Du statut de la magistrature, à tout moment, ne peut subsister qu'un strapon-tin. L'Etat, pour ces cas précis, en a les moyens et nous en avons eu maints exemples dans le passé.

La nomination, l'élection et la vénalité des charges sont les trois seuls statuts possibles pour la magistrature. Chacun a ses inconvénients, et en adoptant la nomination des magistrats par l'Etat, nous sommes aux prises avec l'un d'entre eux. Il faut courir le risque de ce statut plutôt que d'en nier l'existence.

La justice, même moderne demain, sera toujours tributaire de ses origines. Le droit est toujours le droit de quelque chose ou de quelqu'un, la justice également. La pureté des rapports des hommes entre eux, ou avec l'Etat, n'est pas un principe de départ. Tout au plus constitue-t-il un but vers lequel il faudrait tendre. Le « tintamarre » autour de la justice, c'est peut-être un obscur sentiment d'oppression, une ancienne fièvre qui nous taraude l'esprit, peut-être aussi ce sentiment d'incapacité et de totale soumission.

SAINT-VALLIER

La contestation écologique de la société industrielle est le signe par excellence de la « crise de civilisation ». Cette contestation est multiforme : pêle-mêle sont rejetées la ville géante et l'agriculture chimique, les centrales nucléaires et la bagnole. Son impact reste grand malgré l'échec relatif des « candidats verts » aux législatives. En témoigne les tirages du Sauvage et de La Gueule ouverte. On peut même dire que les écologistes sont actuellement les seuls à avoir un retentissement sérieux dans une jeunesse par ailleurs à peu près totalement dépolitisée voire désabusée. Enfin, le mouvement loin d'être spécifique à la France existe dans

« heure » à trois termes : niveau de vie + milieu de vie (environnement physique) + conditions de vie (environnement humain). Or, le drame de la société productiviste, c'est qu'elle dégrade l'environnement sous toutes ses formes. Dans un premier stade, ces dégradations ne sont guère sensibles et en tout cas masquées par la progression du niveau de vie. Mais ensuite — et nous en sommes là en Occident — les nuisances croissent et causent même une gêne plus que proportionnelle à leur progression d'où la multiplication des signes de malaise. C'est ainsi que les courbes de criminalité, de drogue, d'alcoolisme progressent à une allure

siasme — le réalisation d'un Paris de 14 millions d'habitants et un Tokkaïdo mégapolitain de 40 (quarante!) millions d'habitants au cœur du Japon. M. Alain de Benoist, un des derniers chantres de la croissance à tout prix, y voit avec extase l'aventure de Prométhée et de Faust. Mais de même que Faust périt englouti dans l'Enfer où l'a précipité son orgueil, l'homme devient fou dans un univers de béton et enfermé dans des tours, ces cathédrales modernes de la démesure. A cet égard le plaidoyer d'Ivan Illich en faveur d'une pensée des limites garde toute sa force et toute son actualité.

Enfin, le combat des écologistes en faveur d'une société décentralisée dans laquelle l'homme ne serait plus un simple rouage ne sauraient nous laisser insensible. Philippe Saint-Marc a raison de mettre en valeur cette belle phrase de Saint-Exupéry : « Nul ne peut se sentir à la fois responsable et désespéré ».

... ET ULTIME AVATAR DE CELUI-CI

Mais on peut se demander si les écologistes ne sont pas à leur manière malades de cette société industrielle qu'ils combattent et s'ils ne sont pas justement devenus nihilistes à force d'avoir été rendus irresponsables. Ils succombent en effet trop souvent à la tentation d'une triple démission de l'homme face à la nature, démission devant l'avenir qu'ils renoncent à modeler, démission enfin devant la vie qui les amène à faire l'apologie frénétique du non-être.

Trop souvent, sinon chez un René Dumont trop cultivé pour cela; du moins chez ses partisans, on rencontre plus ou moins formulé le chromo suivant : la nature est bonne et belle, accueillante et généreuse. C'est en se détournant d'elle que l'homme a perdu à la fois la clé de la sagesse et celle du bonheur. Malheureusement, cet hymne « naturaliste » est erroné ! La nature livrée à elle-même est hostile à l'homme. Elle produit plus d'épines que de roses. Michel Le Bris, ancien directeur de La cause du peuple et fils de paysans bretons, n'aime guère, lui, qu'on s'extasie sur les joies de la vie rustique : il se souvient des dix-huit heures de travail quotidien de sa mère, des congestions souvent mortelles contractées par les femmes de son village lorsqu'elles allaient



l'homme



récupération mercantile de l'écologie

tous les pays industrialisés et il est particulièrement important dans les deux plus puissants d'entre eux : les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale.

On peut faire des réserves, voire de vives critiques à l'égard du courant écologiste — et L'auteur de ces lignes ne s'en privera pas dans la suite de cet article, mais il ne prétend en aucun cas énoncer la position officielle des royalistes — mais avant de condamner il faut chercher à comprendre. Et si l'on regarde le spectacle que donne notre société de consommation dirigée et de mégalofoies, on ne peut que trouver profondément saines plusieurs des intuitions de l'écologie.

L'ÉCOLOGIE : CONTRE LE NIHILISME INDUSTRIEL

Une première intuition revient à affirmer que dans une civilisation centrée sur la recherche exclusive et frénétique de l'avoir, l'être disparaît. Dans ses ouvrages, Philippe Saint-Marc par exemple, établit une « équation du bon-

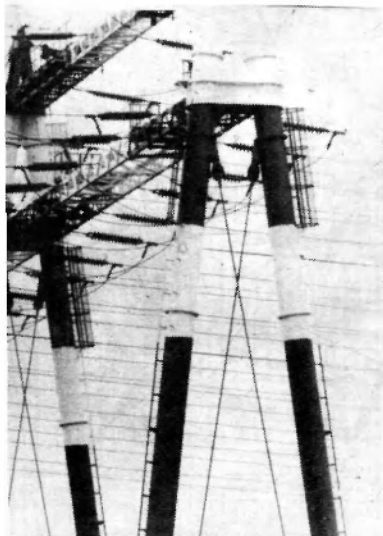
géométrique dans les grandes villes dès que celles-ci dépassent un seuil de 200 000 à 300 000 habitants, que les coûts humains en vies et financiers (en milliards dépensés par les services de santé pour réparer — mal — les dommages causés, deviennent prohibitifs.

Deuxième intuition féconde : l'idée selon laquelle l'être humain privé de la présence de la nature dépérit. Regardons la ville du Moyen-Age ou de la Renaissance : même inconfortable elle ne met jamais le citoyen qu'à quelques centaines de mètres ou quelques kilomètres de la campagne. Florence ne s'explique pas sans Fiesole; mais les Fiesole de Paris — d'ailleurs salopés en règle par les décharges d'ordures de la ville et les sédimentations d'emballages plastiques dans les forêts — se trouvent maintenant à plusieurs dizaines de kilomètres de Notre-Dame. Et certains futurologues envisageaient froidement voici encore six ans — avant que la crise économique et les rapports du club de Rome ne viennent doucher leur enthousiasme

travailler au lavoir en plein hiver. L'homme, en fait, s'il veut améliorer son sort et progresser doit dominer la nature. Non seulement pour des raisons matérielles évidentes mais aussi parce que cet être éphémère cherche à s'éterniser en imprimant sa marque à son environnement : planter des haies et des arbres, niveler un champ, dépierrer une terre de Provence ou d'Attique, bâtir des villes, tous ces actes s'expliquent aussi — voire surtout — par la nature de l'homme qui n'est pas d'être purement dominé par un éco-système comme la plante ou l'animal. Il est aussi un être de culture qui cherche à se créer en modifiant son cadre de vie.

UN RETOUR AUX MAGIES COSMIQUES

Que le système industriel ait outré cette action de l'homme au point que par un effet de boomerang le fécondateur de la nature est devenu le prisonnier d'outils monstrueux est certain. Mais de grâce n'allons pas ressusciter les antiques magies cosmiques et le jeu des correspondances qui font de l'homme l'esclave du grand Pan. Face au dérapage prométhéen de notre civilisation, il vaudrait mieux en appeler à la



t la nature

synthèse réalisée par l'Occident chrétien plutôt qu'aux paganismes putréfiés. Le christianisme fait de l'homme le roi de l'univers et Dieu dans la Genèse prescrit à Adam et Eve : « Remplissez la terre et soumettez-la ». Mais dans le même temps, l'homme loin d'avoir le droit d'épuiser la nature en se détruisant est devenu davantage que le roi, le prêtre de la création. Celle-ci a été entraînée dans sa chute mais l'homme racheté par la Croix est désormais chargé d'offrir au créateur toute la nature afin qu'elle soit eucharistisée.

L'HOMME ROI ET PRETRE DU COSMOS

Cette synthèse qui évite le double abîme de l'avachissement champêtre et de l'idolâtrie des exponentielles s'est traduite physiquement au Moyen-Age sur le sol de notre Occident. Comme l'écrit Olivier Clément « de cette époque date le visage si particulier des vieux terroirs chrétiens. Tandis que dans les pays neufs, la nature est vierge ou violée tandis que dans l'Inde et l'extrême-Orient traditionnel, l'œuvre humaine cherche à se cosmiser, les vieux pays chrétiens trouvent une nature marquée par la grâce, avec un visage, devenant parfois « l'image de l'image », c'est-à-

dire de l'homme image de Dieu » (1). Et à partir du XI^e siècle, l'Europe a connu un décollage économique et démographique qui sont allés de pair. La volonté de domination - association de la nature jointe à des seuils de densité supérieurs à 40 habitants au km² ont permis à la fois le décollage de l'économie agro-pastorale et l'invention de techniques évitant des dégradations trop graves à l'environnement. A l'inverse, c'est dans les régions sous-peuplées du Sahel que le coude à coude et l'invention collective étant insuffisants les mesures de prévention de l'érosion tardent à être mis au point.

Si en matière industrielle, l'Occident contemporain, ce fils apostat de la chrétienté Médiévale, n'est pas parvenu à mettre en place des systèmes permettant à la fois le progrès économique et la préservation du capital biologique et énergétique de la planète, c'est parce qu'il a perdu la notion de l'homme berger du cosmos et non en raison de la surpopulation. A cet égard, le cas des Etats-Unis est révélateur : ce pays est vide. Sa densité est quatre fois plus faible que celle pourtant fort modérée de la France (2). Or, il est encore bien plus atteint des maux de la civilisation industrielle que nous. C'est que l'objectivation de la nature par la convoitise et l'aveuglement des multinationales et des techno-structures capitalistes y atteint un seuil insupportable. Or les écologistes loin de rechercher à retrouver le sens de l'univers se bornent à préconiser la dénatalité, ce qui est la meilleure manière, en tuant l'esprit d'invention, et en faisant de nos nations des pays de vieux, de rendre impossible une reconversion des techniques capable de sauver l'écosystème sans nous imposer une régression brutale.

PROGRES ET CATASTROPHISME

Des techniciens savants avaient déjà au XIX^e siècle prédit des catastrophes liées au progrès. Ces catastrophes ont été pour la plupart évitées et limitées parce que les problèmes posés par la technique ont été résolus par cette technique. C'est ainsi que le Smog provoqué par le mélange des fumées et du brouillard à Londres a disparu après que la mort de 5000 personnes en novembre 1952 ait incité les

pouvoirs publics à rendre obligatoires les dispositifs anti-pollution adéquats. Le scandale est qu'on ne l'ait pas fait plus tôt, et il est sain qu'existent des groupes de pression qui soient assez forts pour dénoncer les dangers du progrès dans une société de pur profit. Mais, lorsque ces groupes se complaisent dans la négation systématique, ils peuvent devenir à leur tour dangereux. Ceci est très net en ce qui concerne le nucléaire : certains écologistes, au lieu de se borner à attirer l'attention sur la nécessité des précautions draconiennes à prendre, refusent purement et simplement la cons-

démunis d'énergie et qui eux souhaitent s'industrialiser ? René Dumont réplique à cela que les riches étant les plus gros pollueurs et consommateurs de matières premières, doivent être les premiers à être limités dans leur expansion démographique et leur consommation. Mais, c'est du même coup frapper d'une sclérose l'Occident et l'empêcher d'aider efficacement le Tiers-Monde. Il est exact qu'actuellement, il pille les matières premières mondiales et cherche trop souvent à exporter son modèle délirant de croissance. Mais demain, des sociétés d'Occident qui auraient fait leur révolution intérieure



retrouver le sens du réel

truction de toute centrale. Que risque-t-il de se passer alors ? Les énergies nouvelles (solaires entre autres) étant loin d'être au point, nous accroîtrons notre dépendance à l'égard des pays producteurs de pétrole et si celui-ci venait à être épuisé, il faudra instaurer des rationnements draconniens d'énergie, fermer une partie de nos usines, et imposer des contraintes policières tellement insupportables que l'opinion réclamera la construction accélérée de centrales nucléaires. On cherchera à rattraper le temps perdu, en baclant la construction, et en économisant sur la sécurité. Alors discuter sur les centrales, d'accord. Mais les refuser a priori est le meilleur moyen de rendre probable l'Apocalypse nucléaire.

ET LE TIERS-MONDE ?

Par ailleurs, vouloir freiner la croissance à tout prix et se défier systématiquement de la technique, c'est l'exemple même d'une attitude négative. Qu'en pensent les pays du Tiers-Monde

pourraient multiplier outre-mer les agronomes et les ingénieurs soucieux d'aider - comme le fit durant des années René Dumont lui-même - à sortir de leur sous-développement sans singer la Ruhr ou Los Angeles. Non, à l'aube du troisième millénaire, il n'est vraiment pas souhaitable de se borner à prôner une philosophie de la chaise longue et un nihilisme champêtre. Encore, faut-il pour éviter cette aberration qu'un pouvoir politique, réellement soucieux de l'avenir, sache prendre en compte les aspirations légitimes des écologistes, tout en sachant les dépasser et les intégrer à une philosophie de l'effort.

Mais le Dandy de l'Elysée ou les partis de l'opposition ont plus urgent à faire, préparer les élections présidentielles de 1981.

Arnaud FABRE

(1) Olivier Clément : « Question sur l'homme » (Stock) - 40 F franco

(2) Le fait qu'un tiers des Etats-Unis soit occupé par les Montagnes Rocheuses souvent désertiques n'atténue que très partiellement la portée de cette affirmation



LE PROBLEME BRETON

Maurice Le Lannou, dans le cadre nécessairement limité d'un « Que sais-je? », est parvenu à résumer avec brio les données d'un problème breton chaque jour plus dramatique.

Dramatique d'abord par l'évolution démographique. Longtemps la Bretagne, malgré la saignée d'un exode intense — c'est Paris qui est la première ville bretonne de France, et non Rennes ou Nantes — avait gardé une profonde vitalité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le solde naturel annuel qui était de 4,1 % en 1974 n'est plus maintenant que de 2 %. A cause bien sûr de la dénatalité qui sévit comme partout ailleurs en France et en Occident. Mais à cause aussi du vieillissement de la population. Depuis 1968, le bilan migratoire est devenu positif... tout simplement parce que l'exode massif des jeunes — qui continue — est « compensé » par le retour au pays des retraités.

Et que dire de l'évolution agricole! Depuis la fin de la guerre, la Bretagne a joué avec courage la carte de la modernisation. Ces paysans décrits par Pierre Jackez-Hélias appartiennent désormais au passé. Des exploitations plus étoffées ont été constituées grâce à un remembrement, mené il est vrai parfois avec quelques imprudences, et à l'élimination des plus petits propriétaires. Désormais, les 115000 exploitations agricoles à temps complet sont en majorité constituées soit d'exploitations agro-industrielles (quelques milliers) où sont traitées des quantités considérables d'animaux (porcs, poulets), soit d'exploitations moyennes modernisées et rentables, soit d'exploitations en cours de modernisation.

Mais précisément, ces dernières les plus nombreuses, sont extrêmement fragiles. Les paysans sont endettés au delà du raisonnable. Pour payer les traites, ils tentent d'intensifier davantage et accroissent leur endettement. Et

la stagnation relative des prix agricoles ne leur permet pas de se sortir en fin de compte d'affaire : les prix en effet sont fixés par les groupes souvent multinationaux — qui contrôlent le secteur agro-alimentaire. Ajoutons — en déplorant que M. Le Lannou n'en parle pas — qu'à l'intérieur du Marché commun agricole, les intérêts des agriculteurs bretons ont été délibérément sacrifiés à ceux des gros céréaliers du Bassin parisien. Comme on comprend l'amertume du paysan breton qui se rend compte maintenant qu'il a été « floué » sur toute la ligne.

Sur le plan industriel, M. Le Lannou rappelle que la politique de décentralisation industrielle a valu à la Bretagne la création de 50000 emplois nouveaux depuis 1955. Mais il s'agit notamment dans le cadre de l'usine Citroën de Rennes ou de l'industrie électronique installée à Brest, Guingamp, Lannion ou Morlaix, de filiales sans autonomie de groupes extra-régionaux. Leur effet d'entraînement a donc été limité. Dans le même temps, la fragile et souvent archaïque petite industrie « autochtone » achevait de se structurer. Les rachats par le capital extra-régional s'ajoutant aux faillites. Autrement dit, on retrouve le même phénomène de dépendance que dans l'agriculture.

Dans sa conclusion, l'auteur se demande si la dépendance n'est pas la rançon nécessaire de la modernisation d'une province longtemps en retard. Nous sommes d'accord avec lui pour refuser la tentation du repli sur soi qui guette les mouvements autonomistes. Mais un pouvoir régional n'aurait-il pu éviter ou au moins réduire cette dépendance?

Michel TOURON

l'homme remodelé



« De ce que l'homme peut faire de l'homme, nous n'avons encore rien vu » affirmait Skinner, professeur de psychologie à Harvard, aux Etats-Unis. Effectivement, à la lecture des expérimentations qui sont effectuées sur l'homme et dont l'Américain Van Packard, spécialiste du comportement humain, nous dresse le catalogue (1), on peut se demander si nous ne nous approchons pas du « meilleur des mondes » annoncé par Aldous Huxley.

Depuis la seconde guerre mondiale, aux Etats-Unis sous l'influence de l'école behavioriste, les techniques de contrôles du comportement humain se sont considérablement développées. Selon Skinner adepte de cette école « la liberté est une illusion » car tout dépend de l'environnement. Aussi en conditionnant les gens, on peut les rendre « meilleurs ». A la demande du département de la Défense de de nombreuses expériences concluantes ont été menées dans les hôpitaux psychiatriques, les prisons, les écoles afin d'obtenir un comportement « normal » de la part de certains « déviants ».

José Delgado, spécialiste du cerveau affirme qu'il est possible d'obtenir des comportements et des états déterminés grâce à une manipulation directe du cerveau » notamment au moyen de stimuli électriques ou chimiques ou par certaines opérations chirurgicales du cerveau.

D'autres scientifiques pensent que l'on peut modifier l'intelligence humaine et produire de super-cerveaux. A quand les pilules de QI? A cet égard, il faut remarquer qu'aucune définition valable de l'intelligence n'a été donnée et que les tests de QI sont très contestables (2). Enfin, pour les besoins de la justice et de la sécurité intérieure, divers schémas de contrôle ont été envisagés, entre autre la

fixation sur chaque citoyen américain d'émetteurs-récepteurs permettant de surveiller à distance leurs allées et venues.

Mais le plus étonnant dans ce livre est peut-être la partie consacrée aux techniques de remodelages de l'homme. Depuis la découverte des lois de la génétique, une révolution biologique susceptible selon le scientifique Donald Fleming d'être aussi décisive pour l'histoire que l'a été la révolution industrielle est en passe de s'accomplir. C'est ainsi que dans quelques années les bébés éprouvettes se multiplieront, que nous pourrions choisir sur commande un garçon ou une fille, donner à des matrices artificielles le soin de porter à terme les embryons humains, etc.

Mais ces manipulations génétiques posent de nombreux problèmes. Quand la vie humaine commence-t-elle? A vingt-huit semaines (stade de la conscience fœtale) comme semble le suggérer l'auteur? Le débat reste ouvert.

Que se passera-t-il si les partisans d'un nouvel ordre, d'un surhomme, d'une nouvelle école s'emparent de ces découvertes?

Hubert BOCQUILLON

(1) L'homme remodelé - Vance Packard - Ed. Calmann-Levy - En vente au journal - 54 F franco

(2) Voir l'interview du Professeur Jacquard dans Royaliste n° 278

Un livre de Georges Duby, c'est toujours un merveilleux cadeau. Pour peu que vous aimiez l'histoire, que l'évocation du moyen-âge fasse vibrer en vos cœurs quelques fibres secrètes, vous êtes pris. La montagne Sainte-Geneviève se repeuple des écoliers de Saint-Louis, la colline de Laon retentit de la voix d'Abélard tandis que son « adversaire » Bernard de Clairvaux gravit la pente de Vezelay (qu'importe ici la chronologie pourvu que revive l'extraordinaire effervescence du temps des cathédrales.) Pourtant le dernier ouvrage de Duby pourrait faire craindre à un retour à une analyse « marxiste » qui impose à la période la plus mystique un renversement métaphysique : se retrouver comme une bonne société industrielle entièrement à cheval sur des infrastructures de production, voir aussi sa métaphysique et sa mystique converties en idéologie justificatrice des classes dominantes et exploitantes. C'est bien ce qui se passe pour une très forte part dans « *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme* ». Mais ce qui

ailleurs pourrait être insupportable, ici ne l'est pas. L'auteur et ses collaborateurs (car il s'agit de la somme des travaux d'un séminaire) ont trop le respect du corps vivant pour le dépecer, et leur rationalisme ne va jamais jusqu'à rendre incolore la tunique du chevalier et le plain chant de l'abbatiale.

Le miracle du moyen-âge, c'est peut-être qu'il ait victorieusement répondu au défi de nos modernes enragés-autonomes. Il n'a pas cru que la dureté de vivre imposait une mentalité de survie. Il a fait chanter la vie. Mais dire sur quelles souffrances, sur quelle exploitation, sur quelle domination a fleuri une civilisation est tâche nécessaire. Rien ne serait plus injurieux que d'idéaliser, et donc d'inventer.

LES TROIS ORDRES

C'est en 1024 que Gérard, évêque de Cambrai écrit : « ...Depuis l'origine, le genre humain est divisé en trois : les gens de prière, les cultivateurs, et les gens de guerre... chacun est objet de part et d'autre de soin réciproque. » Gérard et son parent Adalbéron évêque de Laon qui s'exprime en termes analogues, ne célèbrent pas un état de fait. Leur intervention est polémique, elle s'insurge contre un état de décomposition de l'ordre dont ils sont participants. Ils vivent la révolution féodale qui s'attaque à leur prérogative d'évêques et à la prépondérance du roi. C'en est fini de l'héritage de Charlemagne même repris par les forces neuves du Capétien. L'émiettement féodal, c'est la sortie de mille repaires de ces bandits de chevaliers pillards qui ne vivent que de rapines sur le dos du peuple des campagnes. Pour les évêques, c'est la fin de leur pouvoir au profit des gens de guerre. Gérard et Adalbéron en appellent à un ordre idéal, « réactionnaire » au sens où il s'accroche à une période passée, faux dans la mesure où il promut ces cultivateurs à une dignité qu'ils ne possèdent pas en fait. Prophétique pourtant, parce qu'il anticipe de deux siècles sur



par
gérard
leclerc

L'imaginaire du féodalisme

le triomphe du capétien, et le modèle d'une société ordonné sous lui.

L'idéal des trois ordres est donc bien idéologique. D'ailleurs, nous le voyons s'épanouir, se détruire, se reconstruire au gré des fluctuations sociales et de la demande des acteurs sociaux privilégiés. Ceux-ci sont d'abord les clercs dont le mouvement spontané serait binaire : simplement distinguer clercs et laïcs. Si une troisième catégorie apparaît, c'est qu'au sein des non-clercs, il s'agit de signifier leur soumission à ceux que la naissance n'a pas fait nobles. A eux le labeur, la peine qui peut être rédemptrice. Mais nulle question de promotion. Celle-ci viendra pourtant pour une partie des non-nobles, dans le cadre de la bourgeoisie et du progrès économique. Alors, l'idéologie pourra évoluer elle aussi. Et le *Traité de l'amour* du Clerc André au début du XIII^e siècle donne libre expression à l'impétus d'un nouvel ordre « *la nature n'a pas voulu me confiner dans les bornes établies pour une classe. Prétendez-vous puisqu'aucun vice ne m'afflige, m'imposer des barrières immuables. Ces distinctions qui existent depuis l'Antiquité n'ont été imposées qu'à ceux-là qui s'en montrent indignes : la loi n'est pas faite pour le juste mais pour les pécheurs.* » En effet, n'est-ce pas vérité admise que l'inégalité entre les hommes provient du péché ? Le Tiers-état est là en gestation qui s'appuiera sur la monarchie pour établir sa puissance contre les autres ordres.

Mais nous sautons les siècles, un essor économique qui favorise la renaissance des villes, la circulation des monnaies. Entre-temps le moyen-âge a vu le triomphe du monarchisme avec Fleury et Cluny. Le clerc s'efface devant le moine et la civilisation s'épanouit dans le cloître où le roi Robert ne cherche plus qu'à revêtir l'habit et à mourir moine lui-même. La paix de Dieu, la croisade, les rites de l'adoubement du chevalier ont conquis de l'intérieur la féodalité. Dans la mutation des formulations idéologiques qu'observe l'his-

torien, l'exemplarité céleste n'a-t-elle pas son efficace propre, alléguée certes par les classes et les « intellectuels organiques » mais comme douée d'une surdétermination mystérieuse ? Qu'est-ce que cette société qui s'applique à ressembler à la céleste et ne cesse de se référer au pseudo-Denys : « *L'ordre règne seulement où la hiérarchie céleste des états angéliques gouverne aussi la partition de la société humaine.* »

LE ROI ET LES PAUVRES

Si Gérard et Adalbéron en appellent au roi, c'est pour être protégés des hommes de guerre. Nécessité fait loi. S'il est homme de guerre, le roi n'est pas étranger non plus à l'ordre des prêtres. Il a reçu la consécration. Il est donc hors la bi ou la tripartition sociale. Mais son rôle s'est effacé. Il faudra qu'il revienne pleinement homme de guerre pour reconquérir le royaume et la prépondérance par-dessus les ordres. Ceci s'inscrit dans un événement et dans un nom : Bouvines et Philippe-Auguste. L'Ost du roi vainqueur comprend les trois ordres, et le nouveau en particulier : « *les hommes des communes, l'élite des travailleurs, accourus depuis les villes et les bourgades vigneronnes de la France du Nord, et la garde de l'oriflamme leur est confiée.* »

Est-ce le peuple ? C'est le peuple soumis nous dit Duby, ne venant pas de la lie plébéienne où se recrutent les routiers, où rôdent les hérésies qui convoient l'égalitarisme et l'effacement des ordres. Dans l'universelle liesse qui accompagne Philippe le Victorieux tous « *de tous genres, de tous sexes, de tous âges* » acclament dans les villes et dans les bourgs le cortège du roi. Les paysans, eux, se moquent du vaincu. Absents du chœur unanime ? A part ? Sans doute. Ne sont-ils pas les sans-nom, les inconnus, les exploités, les victimes de l'histoire ? Le roi est-il décidément contre eux, garant de la sécurité des classes établies ? Pourtant Philippe-Auguste n'est-il pas le père, dont l'affection paternelle s'étend à tous ? N'est-ce pas lui qui doit protéger la veuve et l'orphelin, réprimer par sa dextre très puissante l'audace des tyrans chaque fois qu'il les voit déchirer tout par la guerre, se plaire à piller, à désoler les pauvres, à détruire les églises ? Le moyen-âge ne peut imaginer l'ordre que sur le modèle des hiérarchies célestes. L'égalitarisme lui est contraire. Sans doute pas l'esprit de l'évangile qui demande d'aimer les humbles. Ceux-ci ne participent pas au triomphe de 1212. Ils ne seront pas là non plus en 1789 à côté de la bourgeoisie triomphante. Duby a raison de le souligner. Mais, il ne le dit pas, pourquoi sont-ils dans l'armée catholique et royale qui représente la plus prodigieuse révolte paysanne jamais née en France ? Aux côtés du roi.

Gérard LECLERC

Georges Duby - *Les Trois ordres ou l'Imaginaire du Féodalisme* - Gallimard - En vente au journal - 85 F franco



Pourquoi ce film entre cent autres ? Certes il y a eu au cinéma ces temps-ci des œuvres tout à fait remarquables dont il faudrait parler, *l'homme de marbre*, *l'arbre au sabot*, le dernier Werner Herzog. Mais ce film là dans l'ensemble des films intimistes qui courent les écrans, vous a une fraîcheur, un ton, une présence dont on trouve peu d'équivalents. La presse spécialisée fait souvent la fine bouche devant Pascal Thomas On l'accuse de cultiver le sentiment facile, une légère démagogie populiste. Ceux qui ont vu la série des zozos jugeront. Pour moi qui n'ai que *Confidences* pour référence, je ne suis pas d'accord. On peut trouver quelques faiblesses, mais vous êtes sous le charme d'un bout à l'autre, complice tout à fait, le sentiment à vif, douceur et amertume mêlées. Y avait-il dans la série précédente cette déchirure ?

Une famille française « petite bourgeoise », ses trois filles dans les années soixante. Chronique au jour le jour, tendre, cocasse, parfois franchement drôle. L'enfance s'estompée, mariage — pas en blanc — l'ainée sans histoire dans ses maternités successives n'aspire qu'à être « une jeune grand-mère ». La seconde a toujours marché « à côté de ses pompes ». Elle a rêvé aux grands destins et au mariage fastueux. Tombée de haut, trompée au-delà de toute espérance par son parfait cornichon de mari, la voilà gibier

de clinique psychiatrique. La cadette, Brigitte, la narratrice qui conte joliment la saga familiale, est sans doute la plus équilibrée, sans aucun doute la plus attachante. Elle aussi devra annoncer au père résigné qu'elle est enceinte. Ce n'est pas tout : elle ne veut pas se marier. Pourtant son ami François est un type bien. Et on peut dire qu'elle l'a choisi. Volonté d'indépendance, ne pas se lier ? Cet enfant, elle le gardera, elle le veut. François aussi.

Drame. Le bébé meurt. François qui attendait la naissance pour accueillir Brigitte, se voit signifier qu'elle ne veut pas. La voilà emportée par la vie, un métier (institutrice), au hasard parce qu'il le faut, des compagnons de vie qu'elle oublie, et puis décidément la solitude. Son enfant mort-né lui ne l'a pas quitté. La voilà machinalement lui prêtant son nom à un petit neveu étonné. Dernière image : François brièvement rencontré sous la pluie alors qu'elle promène ce petit neveu. Eclair ? Espoir ? Non, cette rupture, elle l'a aussi décidément choisie.

Ce pourrait être un mélodrame. Mais il y a Brigitte, son rayonnement, sa grâce, sa force. Sans minauderie, aucune, elle s'impose. Mouchette d'aujourd'hui, elle débordait son histoire, par ce je ne sais quoi qui ne s'oublie pas. Retenez son nom : Anne Caudry.

G.L.

mama bée.

La chanson française compte peu de femmes qui chantent, du moins qui se servent de la chanson comme expression spontanée. Alors, il ne faut pas laisser passer le dernier disque de Mama Béa Tekielski. Bien sûr, elle agresse cette femme, elle crie, et cela n'est pas tellement dans les habitudes !

De surcroît, elle n'est pas « politique » comme Magny, pas féministe non plus mais sensible à ce qui fait l'être, et les problèmes de femme sont siens.

Je parle d'agression car, à la première écoute, j'ai ressenti cela non à cause des textes, mais par l'interprétation teintée de violence et d'impudeur. Tout cela sur une musique rock qui correspond tellement à notre vie ! Réalisme sans doute qui n'est pas le critère de la chanson modèle puisque la chanson doit faire rêver...

— « Eh, dites donc, Piaf faisait rêver ? »

Chanteuse réaliste amoureuse de café, salle d'attente, grisaille, la rue...

C'était hier, mama Béa parle d'elle-même en parlant des autres. Les ambiances n'ont rien de commun mais l'authenticité les rapproche. Piaf, chanteuse populaire, Mama Béa aussi. On nous confisque nos chansons et on nous met en marge Mama Béa... Tout de même, l'Olympia a fait 2000 personnes lors de son passage en novembre. Bonne surprise, et en prime Mouna l'anar bien connu du Boul'mich a « dégueulé » sur la société libérale avancée, est-ce que P. Boutang s'en serait inspiré ?...

Après le discours de Mouna, Mama Béa était là, sans jeu de scène, fragile mais extraordinairement présente. Le concert donne la véritable dimension à cette chanteuse qui se sert de sa voix comme d'un instrument de musique. Le délire, l'exubérance de cette voix mettent en valeur

des textes forts qui nous parlent de notre vie. Les chansons font souvent plus de trois minutes, est-ce vraiment cela qui vous gêne, messieurs les programmeurs de radio ?

François VIET

Pour un bébé robot - Mama Béa Tekielski, PL 37203, production ISADORA, distribution RCA.

HUMEUR

Dans le hall de la poste il y a, face aux guichets, un petit bureau. Une femme en blouse bleue est assise là et renseigne les usagers. Ce sont presque exclusivement des travailleurs immigrés. Ils ne savent pas lire les pancartes, doivent faire rédiger l'adresse sur leur enveloppe, remplir le mandat-carte expédié à la famille lointaine.

Le fonctionnaire est compétent, presque aimable. C'est bien non ? Ah, un détail ! Ça n'a pas l'air d'être gratuit. Chacun donne deux francs, trois francs, qui disparaissent prestement dans la poche de la blouse bleue. En dix minutes, quatre personnes. Oui, ça fait huit francs.

F.A.

ACTION ROYALISTE

comment la NAR se renforce

L'organisation des Journées Royalistes — qui auront lieu les 24 et 25 mars prochains à Paris — se poursuit. Les vignettes donnant droit à l'entrée sont maintenant disponibles dans bon nombre des sections de la NAR et vous pouvez les acheter dès aujourd'hui pour nous aider à financer cette importante manifestation (vignette normale 18 F, vignette de soutien 100 F — règlement à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris).

Pendant ce temps, la mise en place de nouvelles unités de propagande et le renforcement des sections existantes continuent également sous l'impulsion de Bertrand Renouvin. Ce dernier sera d'ailleurs à Aix-en-Provence pour une réunion-débat sur l'Europe à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix le 16 février à 17 h (pour tous renseignements, écrire à NAR, BP 38, Aix-en-Provence, 13100), à Montpellier le 17 février, à Troyes le samedi 24 février pour une réunion toujours sur la question européenne. La politique « d'éclatement » des sections de la NAR mise en pratique par Nicolas Lucas, responsable de la section d'Angers (NAR, BP 253, 49002 Angers) et qui est à l'origine de la création des cellules de Saumur, Sablé et Château-Gontier, est désormais appliquée au sud de la Bretagne. Des réunions sont notamment organisées le 2 février à 20 h 30 à la mairie de Saint-Philbert-de-Grandlieu (Loire-Atlantique) et le 23 février même heure à la mairie de Challans (Vendée). Pour obte-

nir de plus amples renseignements, écrire à Jean-Luc Bouton, Royaliste, BP 29, 44250 Saint-Brevin-l'Océan. Enfin de nombreuses autres réunions sont prévues ce mois. Citons notamment l'accueil de Marcel Jullian à Nancy puis à Epinal les 24 et 25 février et de Philippe de Saint-Robert à Toulouse dès la sortie de son nouvel essai sur la France.

FORMATION

Mais c'est à Paris que se dessine peut-être une tendance nouvelle qui risque de marquer le mouvement royaliste dans les prochains mois. Il s'agit de la manifestation d'une forte demande de formation politique émanant des « militants de base ». Les « mercredis de la NAR » conservent bien entendu leur public :

- mercredi 7 février : le PC et ses intellectuels
- mercredi 14 février : Que pensez-vous de Royaliste ?
- mercredi 28 février : La nouvelle droite est-elle dangereuse ? (buffet ouvert à 19 h, début de la conférence à 20 h, au 17, rue des Petits-Champs, Paris, 75001, métro Bourse ou Palais-Royal). Les Cahiers de Royaliste qui reprennent ces conférences répondent également en partie à ce besoin de formation (cahier n° 5 : 13 F franco). De même, les différents cercles comme le cercle Economie ou le cercle Urbanisme assurent en leur sein une formation spécialisée à leurs membres. Notons d'ailleurs à propos des cellules et cercles spécialisés qu'Emmanuel Richonet a décidé de mettre sur pied un cercle d'initiation à la philosophie animé par Gérard Leclerc. Vous pouvez lui écrire au journal si cette idée vous intéresse. Mais n'y a-t-il pas lacune en ce qui concerne la formation de base ? On peut en effet avoir de bonnes raisons d'être royaliste sans forcément

connaître très bien le projet libéral ou l'idéologie marxiste. Or, un militant politique doit connaître l'essentiel des idées politiques de son temps. C'est pourquoi viennent d'être mis en place à Paris les cercles étudiants et les conférences du samedi qui s'adressent à un public de nouveaux adhérents et de sympathisants très proches. Cela donnera lieu à l'élaboration de fiches techniques succinctes qui, diffusées dans les sections de province, aideront au développement des structures de formation existantes.

AMITIE

Puisque nous avons, pour ambition de faire de cette rubrique le fidèle reflet de la vie du mouvement royaliste, nous devons aussi

Boutang qui a participé au dîner des militants de la fédé de Paris le 20 janvier. La même ambiance d'amitié est prévisible pour le pot de la section du XV^e arrondissement le 8 février à partir de 20 h. Et il ne pourra qu'en être de même avec Luc de Goustine qui, après avoir rendu visite à nos amis d'Aix-en-Provence le 19 janvier et de Lyon le 20 janvier, animera le dîner-débat du XVII^e arrondissement de Paris le 12 février prochain (inscrivez-vous en écrivant au journal). A propos de Goustine, auteur du livre Le printemps, la commune et le roi, récemment paru (envoi franco 44 F à l'ordre de Royaliste), nous avons d'ailleurs retrouvé cette affiche de mai 68 qui évoque la richesse de l'expérience de notre ami.



parler d'une activité peut-être moins militante. Il s'agit des très nombreux dîners organisés par nos différentes sections. Ce sont autant d'occasions d'entretenir l'amitié et aussi souvent de rencontrer nos abonnés. Oh rien à voir avec des repas de Rotary-Club, la simplicité et la gentillesse de Marcel Jullian qui animait le dîner-débat de la section du XII^e arrondissement de Paris le 19 janvier dernier se prêterait d'ailleurs bien mal à une atmosphère autre que chaleureuse et sans complication. Il en est de même pour la gouaille féroce mais toujours drôle de Pierre

Et puisque nous sommes dans le domaine des affiches, j'en profite pour vous annoncer que l'atelier de sérigraphie de la section de Lille vient d'éditer un magnifique poster du Comte de Paris (format 70 cm/50 cm) en vente au journal ou à Lille — Mme Charlet, 27, rue des Fossés, 59000 Lille (1 ex. : 10 F franco, 5 ex. : 35 F, 10 ex. : 50 F).

Paul CHASSARD

ATTENTION :
Notez notre nouveau numéro de téléphone :
297.42.57

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Vitrines brisées, policiers blessés, passants apeurés : en manifestant violemment contre la vie chère, les autonomes ont suscité une indignation générale. Nous n'y participerons pas, parce qu'il est vain de s'indigner devant un phénomène logique : quand on casse l'économie, quand on est incapable d'arrêter la hausse des prix, quand on offre, pour tout avenir, des indemnités de chômage et des emplois intérimaires, il faut s'attendre à des réactions violentes. L'étonnant est qu'elles ne soient pas plus nombreuses, et qu'elles ne soient pas survenues plus tôt.

BONNE CONSCIENCE

Que les commerçants, les agents de police et les passants manifestent leur stupeur ou leur colère est tout à fait normal : ils n'ont pas déclenché cette violence dont ils ont été victimes. Mais les commentaires moralisateurs de certains journalistes et les appels à la vengeance de certains ministres sont insupportables : comment peuvent-ils manifester cette bonne conscience, et l'étaler avec autant d'ostentation ? Sans doute, leur image de gardiens de l'ordre et de défenseurs de la bonne conduite politique s'en trouve-t-elle aujourd'hui renforcée. Mais les discours moralisateurs n'ont aucun effet sur les désespérés, et les condamnations de lundi dernier ne feront qu'attiser le désir de violence. Pourquoi M. Peyrefitte ne s'est-il pas tu, plutôt que d'en appeler, sans nuances, à la sévérité de la justice ? Pourquoi n'a-t-il pas dit autre chose, lui qui a tant écrit sur le « mal français » ? Mais il était si tentant de prononcer les phrases qui, sous le coup de l'émotion, ne pouvaient manquer d'être approuvées par l'opinion ? C'est plus facile que de s'interroger sur les motifs qui ont poussé des étudiants et de jeunes travailleurs à utiliser des matraques et des cocktails Molotov.

Cela ne justifie en rien l'action des autonomes qui ne se rendent pas compte que la violence a, elle aussi, sa logique, qui les brisera. D'abord parce que leur violence, incontrôlée, sera tôt ou tard manipulée — si elle ne l'est déjà. Ensuite parce que, incompréhensible pour l'opinion, elle sera toujours récupérée par un Pouvoir qui en profitera pour parfaire les mécanismes de la répression



par
bertrand
renouvin

violence et vie chère

politique et sociale. Les autonomes peuvent bien expliquer, maintenant, qu'ils visaient uniquement les agences de travail par intérim et une direction des impôts, qu'ils n'ont ni volé ni frappé les passants, ils n'en sont pas moins considérés comme d'affreux « casseurs ».

Nuisible pour eux-mêmes, leur action était également inutile car les agences de placement et les commerçants sont des éléments tout à fait secondaires de la mécanique qui produit la vie chère et banalise le chômage. L'ébranlement politique ne viendra pas de quelques coups d'épingle hasardeux, que le Pouvoir exploite. L'ébranlement social ne sera pas provoqué par quelques « actions exemplaires » qui n'ont jamais de retentissement profond : contrairement à la société italienne, notre société est trop atomisée pour qu'on puisse espérer une participation de la population aux « autoréductions » des loyers ou aux actions pour la gratuité des transports. Face à une administration très efficace contre les simples particuliers, dans un système qui déroute imperturbablement sa logique, renvoyant automatiquement les groupes les uns contre les autres, utilisant ceux qui la contestent, faisant en sorte qu'on lui demande toujours plus d'assistance et de répression, la révolte légitime des nouveaux prolétaires n'a aucune chance de se transformer en révolution. De même que tout espoir de réforme partielle est vain, tant est fragile ce système si pesant et apparemment si sûr de lui.

LA PEUR

La vie chère est un exemple de cette société figée en raison de sa fragilité

même. Car l'incapacité des gouvernants n'est pas seule en cause : il y a chez eux, sous-jacente, la peur de provoquer l'effondrement s'ils touchent à quelque chose, comme dans ces maisons trop vermoulues pour supporter un quelconque travail de réfection. Dès lors, mieux vaut augmenter les cotisations de Sécurité Sociale que de s'attaquer au gaspillage, à la routine, ou aux privilèges de certains. Mieux vaut augmenter chaque année les impôts que de changer le système fiscal, ce qui porterait atteinte à d'autres privilèges. Mieux vaut augmenter le prix des produits et des services que de réduire, par exemple, les frais généraux des entreprises et leurs gaspillages, qui sont aussi scandaleux que ceux des administrations publiques. Dans le même esprit, on choisira d'indemniser les chômeurs au lieu de créer des emplois, on préférera laisser disparaître des entreprises plutôt que d'imaginer une véritable restructuration industrielle ou de mettre en œuvre une politique de l'exportation. Ainsi, la crise française n'est pas seulement le résultat du cynisme et de l'incompétence mais, bien plus, de l'absence de volonté et du manque de courage. C'est pourquoi les vitrines brisées ne changeront rien : elles ne peuvent réveiller ceux qui ont choisi de ne rien voir et de ne rien entendre.

Les autonomes ont compris qu'il n'y avait rien à espérer d'une classe politique uniquement soucieuse de conserver ce qui est. Et ils ont raison de rechercher, en dehors des partis et des organisations traditionnelles, un autre mode de relations sociales. Mais des actions exemplaires, même bien conduites, ne peuvent détruire les féodalités, briser les routines, casser les vieilles structures, ni, surtout, mettre un terme à la dictature de l'argent. Qui pourrait accomplir cette tâche, sinon un pouvoir politique indépendant, bénéficiant d'une adhésion populaire ? Mais les autonomes nient la nécessité du Pouvoir, se condamnant à toujours subir la logique du système qu'ils veulent détruire. Aussi, plutôt que d'approuver sans réserve ou de condamner sans nuances, il faut souhaiter que les autonomes réfléchissent enfin à la question du Politique, au lieu de recommencer les erreurs des anarchistes du siècle dernier.

Bertrand RENOUVIN